65690/4

Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République de Corée relatif au programme vacances-travail, fait à Bruxelles le 14 avril 2014

Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

CONSEIL D'ETAT
LEGISLATION
18-03-2019
RAAD VAN STATE
WETGEVING

Après délibération,

ARRÊTE :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales, est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

L'Accord entre le Royaume de Belgique et la République de Corée relatif au programme vacances-travail, fait à Bruxelles le 14 avril 2014, sortira son plein et entier effet.

Namur, le

Pour le Gouvernement wallon
Le Ministre-Président,

Willy BORSUS

Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République de Corée relatif au programme vacances-travail, fait à Bruxelles le 14 avril 2014

Exposé des motifs

A. Contexte et objet du Traité

Le but de cet Accord est de permettre à des jeunes gens de chacun des deux pays, âgés de dix-huit à trente ans, de se rendre dans l'autre pays pour un séjour de vacances d'une durée maximale de douze mois tout en ayant la possibilité d'y exercer un travail afin de compléter les moyens financiers dont ils disposent.

Ce sont les autorités coréennes qui, par l'entremise de leur Ambassade à Bruxelles ont pris l'initiative de proposer à notre pays, en mai 2011, l'ouverture de négociations en vue de la conclusion d'un tel accord.

Puisque cette proposition s'inscrivait dans la droite ligne des accords déjà négociés avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada, toutes les instances belges concernées donnèrent leur aval à ce sujet.

B. Commentaires des articles de l'Accord

L'article 1 définit l'objet et la portée du programme "vacances-travail" et énumère les conditions auxquelles doivent satisfaire les ressortissants des deux pays afin de pouvoir bénéficier des dispositions de l'Accord.

Ces conditions concernent notamment l'âge des participants, le fait qu'ils ne peuvent pas être accompagnés de personnes à charge, l'obligation pour eux de disposer de ressources suffisantes pendant leur séjour et d'avoir contracté une assurance couvrant les accidents de travail, les frais médicaux et d'hospitalisation et le rapatriement.

Cet article pose enfin comme règle que, pour pouvoir demander à bénéficier de l'Accord, il faut être domicilié en Belgique ou en République de Corée lors de l'introduction de la demande.

L'article 2 énonce le principe de l'octroi d'un visa approprié dont la durée ne dépasse pas douze mois, par chacune des Parties, aux ressortissants de l'autre partie répondant aux critères énumérés à l'article premier.

L'article 3 précise que les participants coréens doivent s'inscrire auprès de l'administration communale dans les huit jours de leur arrivée en Belgique. Les intéressés reçoivent une "autorisation de séjour provisoire" sur base de l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Cette autorisation permet aux bénéficiaires coréens de l'Accord de résider temporairement en Belgique pour une période ne dépassant pas douze mois à compter de la date d'entrée dans l'espace Schengen. Elle leur permet également de quitter le pays et d'y rentrer sans autre formalité.

De plus, cet article prévoit que les ressortissants des deux pays ont le droit d'exercer une activité de travailleur salarié, avec dispense de permis de travail, pendant maximum six mois et qu'ils sont autorisés à suivre un programme d'études ou de formation pendant une période ne dépassant pas six mois.

L'article 4 rappelle la nécessité pour les bénéficiaires de l'Accord de respecter la législation en vigueur dans l'État d'accueil, notamment en ce qui concerne l'exercice des professions réglementées.

L'article 5 prévoit que le régime applicable en matière de sécurité sociale, est celui de l'État d'accueil. Il prévoit en outre l'égalité de traitement entre les ressortissants des deux pays, concernant les conditions de travail et de rémunération, de sécurité et d'hygiène en matière d'emploi. Il encourage les organismes concernés de chacun des deux pays à donner des conseils appropriés aux bénéficiaires de l'Accord.

L'article 6 pose comme principe que chacune des parties peut rejeter certaines demandes de visa et peut, conformément à ses lois et règlements, refuser l'accès au territoire à tout participant considéré comme indésirable ou les refouler.

L'article 7 concerne le montant des ressources exigibles (à fixer par les Parties) et fixe à 200 le nombre de personnes pouvant bénéficier annuellement du programme dans chacun des deux pays étant entendu que ce nombre pourra être revu de commun accord chaque année.

L'article 8 détermine que tout litige né de l'interprétation ou de l'application de l'Accord sera réglé au moyen de consultations ou de négociations par voie diplomatique.

L'article 9 contient des clauses traditionnelles concernant, la durée, l'entrée en vigueur, la suspension, la dénonciation et la modification de l'Accord.

C. Nature du Traité sur le plan interne

Le caractère mixte (Etat fédéral/Régions) de cet accord a été reconnu par déclaration adoptée le 16 décembre 2014 par le Groupe de travail traités mixtes.

ACCORD

ENTRE

LE ROYAUME DE BELGIQUE

ET

LA REPUBLIQUE DE COREE

RELATIF AU PROGRAMME VACANCES-TRAVAIL

ACCORD
ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE
ET
LA REPUBLIQUE DE COREE
RELATIF AU PROGRAMME VACANCES-TRAVAIL

LE ROYAUME DE BELGIQUE

ET

LA REPUBLIQUE DE COREE

(ci-après dénommés "les Parties"),

SOUCIEUX de promouvoir des relations de coopération plus étroites entre les Parties,

DESIREUX de fournir à leurs jeunes ressortissants l'occasion d'apprécier la culture et le mode de vie de l'autre pays, dans le cadre d'un séjour de vacances durant lequel ils ont la possibilité d'occuper un emploi salarié occasionnel afin de compléter les moyens financiers dont ils disposent, et

CONVAINCUS de l'intérêt de faciliter ces échanges de jeunes,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1

1. Le présent Accord s'applique aux jeunes ressortissants des deux Parties désireux de séjourner dans l'autre pays dans le but d'y passer des vacances tout en ayant la possibilité d'y occuper un emploi salarié occasionnel afin de compléter les moyens financiers dont ils disposent.

2. Les candidats au programme vacances-travail doivent remplir les conditions suivantes:

   a) satisfaire aux critères d'admissibilité et autres conditions découlant des lois et des politiques des deux Parties en matière d'immigration, pour tout critère non indiqué dans les sous-paragraphes b) à k);

   b) être ressortissants de la République de Corée et résider en République de Corée ou être ressortissant du Royaume de Belgique et résider dans le Royaume de Belgique au moment de la demande;

   c) être âgés de dix-huit (18) ans à trente (30) ans révolus à la date du dépôt de la demande de visa vacances-travail;

   d) ne pas être accompagnés de personnes à charge;

   e) ne pas avoir bénéficié antérieurement de ce programme;

   f) être titulaires d'un passeport de la République de Corée ou d'un passeport belge en cours de validité. La période de validité du passeport doit être de quinze (15) mois au moins à compter de la date de délivrance du visa;

   g) être en possession d'un billet de retour valable ou de ressources suffisantes pour acheter un tel titre de transport;

   h) disposer de ressources suffisantes, telles que fixées par chacune des Parties, pour subvenir à leurs besoins durant la première partie de leur séjour dans l'autre pays;

   i) avoir souscrit une assurance couvrant l'ensemble des risques, valable durant la période de séjour autorisée dans l'autre pays, couvrant les accidents de travail et les soins de santé, y compris les frais médicaux, l'hospitalisation et le rapatriement pour toute la durée de leur séjour;

   j) présenter un certificat médical prouvant qu'ils ne sont pas atteints d'une maladie ou d'une infirmité pouvant mettre en danger la santé, l'ordre ou la sécurité publics;

   k) pouvoir produire, si cela est requis, un document officiel attestant leur honorabilité, tel un extrait de casier judiciaire;

   l) établir à la satisfaction de l'agent des visas de l'autre Partie que leur but premier est de passer des vacances en République de Corée (ci-après dénommée "Corée") ou en Belgique et que travailler n'est qu'un but accessoire plutôt que la raison principale de la visite;

   m) payer les droits requis.

3. Les ressortissants de l'une ou de l'autre Partie peuvent introduire leur demande de visa vacances-travail auprès du poste diplomatique ou consulaire de l'autre Partie compétent en matière consulaire.

ARTICLE 2

1. Chacune des Parties, en conformité avec les dispositions du présent Accord, permettra aux participants qui remplissent les conditions prévues à l'Article 1 d'entrer sur son territoire sur présentation d'un visa vacances-travail à entrées multiples, valable pour une période ne dépassant pas douze (12) mois.

2. Les participants ne peuvent bénéficier qu'une seule fois du présent Accord. La durée de leur séjour ne peut dépasser la période de séjour autorisée, de douze (12) mois, et le but de leur séjour ne peut faire l'objet d'aucun changement au cours de cette période.

ARTICLE 3

1. À leur arrivée en Belgique, les participants coréens doivent s'inscrire dans les huit (8) jours auprès de l'administration communale de leur commune de résidence. L'autorisation de séjour accordée par la Belgique permettra à son titulaire, dès que toutes les formalités d'inscription auprès des autorités communales compétentes auront été accomplies, de séjourner en Belgique à titre temporaire pour une période ne dépassant pas douze (12) mois à compter de la date d'entrée dans l'espace Schengen. Le titre de séjour autorisera également des entrées multiples en Belgique au cours de ladite période. Il permettra au titulaire d'un document de voyage en cours de validité de circuler sur les territoires des États membres de l'espace Schengen conformément aux réglementations Schengen.

2. À leur arrivée en Corée, les participants belges doivent s'inscrire dans les nonante (90) jours auprès du bureau du Service coréen de l'immigration ayant compétence pour leur lieu de résidence. L'inscription au registre des étrangers par le Service coréen de l'immigration permettra à son titulaire, dès que toutes les formalités d'enregistrement auront été accomplies, de séjourner en Corée à titre temporaire pour une période ne dépassant pas douze (12) mois à compter de la date de la première entrée. L'autorisation permettra également des entrées multiples en Corée au cours de ladite période.

3. Les participants coréens séjournant en Belgique seront exemptés de l'obligation de posséder un permis de travail pour exercer un travail salarié. Ils ne seront pas autorisés à occuper un emploi permanent pendant leur séjour et la période totale de travail ne pourra dépasser six (6) mois.

4. Les participants belges séjournant en Corée seront exemptés de l'obligation de posséder un permis de travail pour exercer un travail salarié. Ils ne seront pas autorisés à occuper un emploi permanent pendant leur séjour et la période totale de travail ne pourra dépasser six (6) mois. Ils ne seront pas autorisés à occuper un emploi qui requiert une autorisation spécifique du Service coréen de l'immigration.

5. Les participants coréens séjournant en Belgique ne seront pas autorisés à suivre quelque programme d'études ou formation que ce soit pendant plus de six (6) mois.

6. Les participants belges séjournant en Corée ne seront pas autorisés à suivre quelque programme d'études ou formation que ce soit pendant plus de six (6) mois.

ARTICLE 4

Les ressortissants de l'une ou l'autre Partie titulaires d'un visa vacances-travail qui séjournent dans l'autre État seront tenus de se conformer aux lois et règlements en vigueur dans l'État d'accueil concernant particulièrement l'exercice des professions réglementées.

ARTICLE 5

1. Les participants seront traités de la même manière que les ressortissants du pays d'accueil en ce qui concerne l'application des lois et règlements de celui-ci.

2. Dans le cas où les participants exercent une activité salariée, les lois et règlements en vigueur dans le pays d'accueil concernant les conditions de travail, de rémunération, de sécurité et d'hygiène en matière d'emploi leur seront applicables.

3. Les participants et leurs employeurs seront tenus de se conformer aux lois et règlements en vigueur dans le pays d'accueil en matière de sécurité sociale.

4. Les participants ne pourront exercer aucun emploi contraire aux objectifs du présent Accord.

5. Les Parties encouragent les organismes concernés, dans la juridiction du pays d'accueil, à apporter leur concours à l'application du présent Accord, et à donner notamment les informations pertinentes aux participants.

ARTICLE 6

1. Il sera loisible à chacune des Parties de refuser d'approuver une demande reçue dans le cadre du programme vacances-travail.

2. Chacune des Parties pourra, conformément à ses lois et règlements, refuser à tout participant considéré comme indésirable l'entrée sur son territoire ou prendre une mesure d'éloignement à l'encontre de n'importe quel participant qui a été autorisé à pénétrer sur son territoire dans le cadre du présent Accord.

ARTICLE 7

1. Le montant minimal des ressources exigibles en vertu de l'Article 1(2)(h) est fixé par chacune des Parties et communiqué par écrit entre les Parties.

2. Le décompte des participants visés par le présent Accord s'effectue à compter de la date d'entrée en vigueur de celui-ci jusqu'à la fin de l'année en cours puis annuellement, du 1er janvier au 31 décembre.

3. Dès l'entrée en vigueur du présent Accord, le nombre maximum de participants de chacune des Parties autorisés à en bénéficier sera de deux cents (200) par année.

4. Ce quota pourra être revu annuellement par accord mutuel entre les Parties et fixé par échange de notes diplomatiques. Pareil échange de notes visant à modifier le quota ne sera pas considéré comme un amendement fondamental au présent Accord.

ARTICLE 8

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application du présent Accord sera réglé au moyen de consultations ou de négociations entre les Parties par la voie diplomatique.

ARTICLE 9

1. Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du troisième mois suivant la date à laquelle la dernière des deux parties a notifié par écrit à l'autre partie l'accomplissement de leurs formalités internes pour l'entrée en vigueur du présent Accord.

2. Les dispositions du présent Accord pourront à tout moment faire l'objet de consultations entre les deux Parties par la voie diplomatique. Des amendements au présent Accord pourront à tout moment faire l'objet de négociations entre les deux Parties. Lesdits amendements se feront sous forme écrite et seront approuvés par les deux Parties. Les amendements entreront en vigueur trente (30) jours après la réception de la deuxième note diplomatique par laquelle l'une des Parties informe l'autre Partie de l'accomplissement de ses formalités internes pour l'entrée en vigueur desdits amendements.

3. Chaque Partie pourra à tout moment dénoncer le présent Accord en le notifiant à l'autre Partie par la voie diplomatique avec un préavis de trois mois.

4. Chaque Partie pourra suspendre temporairement l'application du présent Accord en le notifiant à l'autre Partie par la voie diplomatique avec un préavis de trois (3) mois.

5. La dénonciation ou la suspension temporaire de l'exécution de dispositions du présent Accord ne remet pas en cause l'accès au territoire ni le droit au séjour des personnes déjà admises au programme vacances-travail.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment habilités par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Bruxelles, le 14 avril 2014, en deux exemplaires, en langues française, néerlandaise, coréenne et anglaise, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais prévaudra.

POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE:

POUR LA REPUBLIQUE DE COREE:

OVEREENKOMST

TUSSEN

HET KONINKRIJK BELGIË

EN

DE REPUBLIEK KOREA

INZAKE EEN WERKVAKANTIEPROGRAMMA

OVEREENKOMST
TUSSEN
HET KONINKRIJK BELGIË
EN
DE REPUBLIEK KOREA
INZAKE EEN WERKVAKANTIEPROGRAMMA

HET KONINKRIJK BELGIË

EN

DE REPUBLIEK KOREA

(hierna genoemd " de Partijen "),

VERLANGEND een nauwere samenwerking tussen de Partijen te bevorderen,

GELEID DOOR DE WENS hun jonge onderdanen de kans te geven de cultuur en de manier van leven van het andere land te leren waarderen, door er een vakantie door te brengen met de mogelijkheid om er ook tijdelijk betaalde arbeid te verrichten en aldus de financiële middelen waarover ze beschikken, aan te vullen en

OVERTUIGD van het belang deze jongerenuitwisseling te vergemakkelijken,

Zijn het volgende overeengekomen:

ARTIKEL 1

1. Deze Overeenkomst is van toepassing op jonge onderdanen van beide Partijen die in het andere land willen verblijven met de bedoeling er een vakantie door te brengen terwijl ze de mogelijkheid hebben om er tijdelijk betaalde arbeid te verrichten om aldus de financiële middelen waarover ze beschikken, aan te vullen.

2. Kandidaten voor het Werkvakantieprogramma moeten de volgende voorwaarden vervullen:

   a) voldoen aan de toelatingscriteria en aan andere voorwaarden die voortvloeien uit de immigratiewetgeving en het immigratiebeleid van beide Partijen, voor zover het criteria betreft die niet onder de letters b) tot k) zijn opgegeven;

   b) onderdaan zijn van de Republiek Korea en in de Republiek Korea wonen, dan wel onderdaan zijn van het Koninkrijk België en in het Koninkrijk België wonen bij het indienen van de aanvraag;

   c) tenminste achttien (18) jaar zijn en niet ouder dan dertig (30) jaar zijn op het ogenblik van het indienen van de visumaanvraag voor een werkvakantie;

   d) niet worden vergezeld door personen ten laste;

   e) nog nooit aan dit programma hebben deelgenomen;

   f) in het bezit zijn van een geldig paspoort van de Republiek Korea of een geldig Belgisch paspoort. Het paspoort dient nog minstens vijftien (15) maanden na de datum van afgifte van het visum geldig te zijn;

   g) over een geldig retourticket of over voldoende financiële middelen beschikken om een retourticket aan te schaffen;

   h) over voldoende financiële middelen, zoals bepaald door elke Partij, beschikken om gedurende de eerste periode van hun verblijf in het andere land in hun levensonderhoud te kunnen voorzien;

   i) een verzekering hebben afgesloten tegen alle risico's voor de periode gedurende dewelke zij worden toegelaten om in het andere land te verblijven. Deze verzekering dient de arbeidsongevallen en de gezondheidszorg te dekken, voor de gehele duur van hun verblijf, hospitalisatie en repatriëring inbegrepen;

   j) een medisch attest kunnen overleggen waaruit blijkt dat zij geen ziekten of gebreken hebben die de volksgezondheid, de openbare orde of de openbare veiligheid in gevaar kunnen brengen;

   k) op verzoek het bewijs van goed zedelijk gedrag kunnen leveren aan de hand van een officieel document, bijvoorbeeld een uittreksel uit het strafregister;

   l) voor de visumambtenaar van de andere Partij aannemelijk maken dat een reis naar de Republiek Korea (hierna genoemd "Korea") of naar België het hoofddoel en de mogelijkheid om er te werken van bijkomstige aard is;

m) de vereiste visumrechten betalen.

3. De onderdanen van elke Partij kunnen een visum voor een werkvakantie aanvragen bij de diplomatieke of consulaire post die bevoegd is voor consulaire zaken van de andere Partij.

ARTIKEL 2

1. Overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst, geeft elke Partij de deelnemers die voldoen aan de in Artikel 1 gestelde voorwaarden, toelating om haar grondgebied binnen te komen mits voorlegging van een meervoudig inreisvisum voor een werkvakantie waarvan de geldigheidsduur de twaalf (12) maanden niet overschrijdt.

2. De deelnemers kunnen slechts eenmaal genieten van deze Overeenkomst. De duur van hun verblijf mag de toegelaten periode van twaalf (12) maanden niet overschrijden en het doel van hun verblijf mag in de loop van deze periode niet worden gewijzigd.

ARTIKEL 3

1. Bij hun aankomst in België dienen de Koreaanse deelnemers zich binnen de acht 8 dagen in te schrijven bij de gemeentelijke overheid (gemeente/commune) waar ze zullen verblijven. De door België afgegeven verblijfsvergunning laat de houder toe om na het afhandelen van de inschrijvingsformaliteiten bij het betreffende gemeentebestuur, tijdelijk in België te verblijven voor een periode van maximum twaalf (12) maanden vanaf de datum van aankomst in het Schengengebied. Daarnaast geeft deze verblijfsvergunning de houder het recht op meervoudige binnenkomsten in België gedurende deze periode. Met de verblijfsvergunning kunnen houders van een geldig reisdocument vrij reizen binnen het grondgebied van de Schengenlidstaten, overeenkomstig de Schengen regelgeving.

2. Bij hun aankomst in Korea dienen Belgische deelnemers zich in te schrijven bij het bureau van de Korea Immigration Service dat bevoegd is voor hun verblijfplaats, en dit binnen de negentig (90) dagen na hun aankomst. De registratie van vreemdelingen door het bureau van de Korea Immigration Service verleent de houder, na het afhandelen van de inschrijvingsformaliteiten, het recht om tijdelijk in Korea te verblijven voor een periode van maximum twaalf (12) maanden vanaf de datum van eerste binnenkomst. De vergunning geeft de houder het recht op meervoudige binnenkomsten in Korea gedurende deze periode.

3. Koreaanse deelnemers in België zijn vrijgesteld van de verplichting een arbeidskaart te hebben om als werknemer arbeid te verrichten. Zij hebben echter niet de toelating tijdens hun verblijf in vast dienstverband te werken en in totaal mogen zij niet langer dan zes (6) maanden worden tewerkgesteld.

4. Belgische deelnemers in Korea zijn vrijgesteld van de verplichting een arbeidskaart te hebben om als werknemer arbeid te verrichten. Zij hebben echter niet de toelating tijdens hun verblijf in vast dienstverband te werken en in totaal mogen zij niet langer dan zes (6) maanden worden tewerkgesteld. Daarnaast mogen zij geen werk verrichten waarvoor de specifieke toestemming van de Korea Immigration Service is vereist.

5. Koreaanse deelnemers in België mogen niet langer dan zes (6) maanden een studie of opleiding volgen.

6. Belgische deelnemers in Korea mogen niet langer dan zes (6) maanden een studie of opleiding volgen.

ARTIKEL 4

Onderdanen van de ene Partij die met een visum voor werkvakanties in het land van de andere Partij verblijven, nemen de in het gastland van kracht zijnde wetten en voorschriften in acht, met name die welke van toepassing zijn op de uitoefening van gereglementeerde beroepen.

ARTIKEL 5

1. De deelnemers genieten dezelfde behandeling als de onderdanen van het gastland, met betrekking tot de toepassing van diens wetten en voorschriften.

2. Wanneer de deelnemers arbeid verrichten zijn de wetten en voorschriften die in het gastland gelden op het gebied van arbeidsvoorwaarden, bezoldiging, veiligheid en gezondheid op het werk op hen van toepassing.

3. De deelnemers alsmede hun werkgevers dienen te voldoen aan de wetgeving en de voorschriften inzake sociale zekerheid van het gastland.

4. De deelnemers mogen geen arbeid verrichten die ingaat tegen het doel van deze Overeenkomst.

5. De Partijen moedigen de bevoegde instanties in de respectieve gastjurisdicties aan mee te werken aan de toepassing van deze overeenkomst, inzonderheid door relevante informatie te verstrekken aan de deelnemers.

ARTIKEL 6

1. Het staat elk van de Partijen vrij bepaalde aanvragen voor het werkvakantieprogramma te verwerpen.

2. Elk van de Partijen kan overeenkomstig haar wetten en voorschriften een ongewenst geachte deelnemer de toegang tot haar grondgebied weigeren of een deelnemer die krachtens deze Overeenkomst toegang tot haar grondgebied had gekregen, uitwijzen.

ARTIKEL 7

1. Elk van de Partijen bepaalt het minimumbedrag van de uit hoofde van lid 2(h) van Artikel 1 vereiste financiële middelen en deelt het bepaalde bedrag schriftelijk mee aan de andere Partij.

2. Het deelnemersquotum onder deze Overeenkomst is van toepassing vanaf de datum van inwerkingtreding van de Overeenkomst tot het einde van het lopende jaar en daarna op jaarbasis van 1 januari tot 31 december.

3. Zodra deze Overeenkomst in werking treedt, kunnen jaarlijks tot tweehonderd (200) deelnemers voor elke Partij aan het programma deelnemen.

4. Dit quotum kan jaarlijks met wederzijdse toestemming van de Partijen worden herzien en vastgelegd middels een uitwisseling van diplomatieke nota's. Zodanige uitwisseling tot herziening van het quotum wordt niet beschouwd als een formele wijziging van deze Overeenkomst.

ARTIKEL 8

Geschillen inzake de toepassing of uitlegging van deze Overeenkomst worden beslecht via overleg of onderhandeling tussen de Partijen langs diplomatieke weg.

ARTIKEL 9

1. Deze Overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de derde maand volgend op de datum waarop de laatste van de twee Partijen de andere Partij er schriftelijk van in kennis heeft gesteld dat aan de interne voorschriften voor de inwerkingtreding van deze Overeenkomst is voldaan.

2. De bepalingen van deze Overeenkomst kunnen te allen tijde het voorwerp uitmaken van overleg tussen de twee Partijen langs diplomatieke weg. Over wijzigingen aan deze Overeenkomst kan te allen tijde tussen de twee Partijen worden onderhandeld. Deze wijzigingen worden schriftelijk vastgelegd en door beide Partijen goedgekeurd. Wijzigingen worden van kracht dertig (30) dagen na ontvangst van de tweede diplomatieke nota waarin de ene Partij de andere Partij ervan in kennis stelt dat aan de interne procedures voor de inwerkingtreding van deze wijzigingen is voldaan.

3. Elk van de Partijen kan de toepassing van deze Overeenkomst beëindigen door de ander Partij drie maanden op voorhand langs diplomatieke weg hiervan in kennis te stellen.

4. Elk van de Partijen kan de toepassing van deze Overeenkomst tijdelijk opschorten door de andere Partij drie (3) maanden op voorhand langs diplomatieke weg hiervan in kennis te stellen.

5. De opzegging van deze Overeenkomst of de tijdelijke opschorting van de uitvoering van bepalingen uit deze Overeenkomst laat het recht op toegang of verblijf van de personen die reeds tot het werkvakantieprogramma zijn toegelaten, onverlet.

TEN BLIJKE WAARVAN, de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd door hun respectieve regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN in tweevoud, te Brussel, op 14 april 2014, in de Franse, de Nederlandse, de Koreaanse en de Engelse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek. In geval van verschil in uitlegging is de Engelse tekst doorslaggevend.

VOOR HET KONINKRIJK BELGIË:

VOOR DE REPUBLIEK KOREA: